

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 35.485/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 35.485/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Économie, le 15 mai 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "relative aux aspects civils de la protection de certains droits intellectuels", a donné le 24 novembre 2003 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 15 mei 2003 door de Minister van Economie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de burgerrechtelijke aspecten van de bescherming van bepaalde intellectuele rechten", heeft op 24 november 2003 het volgende advies gegeven :

Formalités préalables

La notification de la séance du Conseil des ministres du 28 mars 2003 dispose, en son point 2, que :

"Le Conseil a pris acte du fait que les milieux intéressés seront consultés une nouvelle fois sur l'ensemble du texte de l'avant-projet, et notamment sur la question de la centralisation du contentieux de certains droits intellectuels auprès du Tribunal de commerce de Bruxelles."

Il est rappelé qu'un avant-projet n'est en état d'être examiné par la section de législation du Conseil d'État que s'il est définitif, ce que semble démentir le passage précité de la délibération du Conseil des ministres.

C'est sous réserve de cette observation que l'avant-projet est examiné.

Fondement juridique

Observations générales

1. En abandonnant la rédaction actuelle de l'article 96 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, l'avant-projet rend désormais possible l'action en cessation devant le président du tribunal de commerce visée à l'article 95 de la même loi, en cas de violation de n'importe quel droit intellectuel légalement protégé.

Nonobstant ce changement fondamental, l'avant-projet maintient l'article 52, § 4, alinéa 1^{er}, 1), de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention et l'article 13, alinéa 1^{er}, 1, de la loi du 10 janvier 1990 concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs qui permettent au tribunal (désormais le tribunal de commerce de Bruxelles) de prononcer, à l'égard de tout contrefacteur et sur la demande de la partie lésée, la cessation de la contrefaçon ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir également l'article 2 en projet de la loi du 10 août 1998 "transposant en droit judiciaire belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données".

De même l'avant-projet maintient, dans l'article 87, § 1^{er}, de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins et à l'article 2 de la loi du 10 août 1998 transposant en droit judiciaire belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données, la possibilité pour le titulaire du droit d'agir devant le président du tribunal de première instance pour constater l'existence et ordonner la cessation de toute atteinte aux droits dont ces lois organisent la protection. Dorénavant cette compétence (exclusive) sera concurrente de celle (tout aussi exclusive) du juge des cessations commerciales.

Force est de constater que le cumul d'actions en cessation à l'effet d'assurer la protection d'un même droit intellectuel ne peut être que source d'insécurité juridique. Le risque de décisions présidentielles contradictoires n'est du reste pas à exclure dans la mesure où les mécanismes de règlement de la litispendance ou de la connexité pourraient ne pas trouver à s'appliquer. Les articles 565 et 566 du Code judiciaire n'envisagent pas, en effet, l'hypothèse de l'exercice concurrent de compétences présidentielles exclusives.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'apprécier s'il convient de maintenir le cumul d'actions en cessation. Dans l'affirmative, il conviendrait en tout cas que soit fixé de manière claire le mode de règlement d'une éventuelle situation de litispendance ou de connexité.

2. Les articles 9 (73, en projet, de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention), 10 (13, en projet, de la loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur) et 15 (16 de la loi du 10 janvier 1990 concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs) disposent que le tribunal de commerce de Bruxelles connaît, même lorsque les parties ne sont pas commerçantes, de toutes les demandes relatives à l'application de ces lois, quel que soit le montant de la demande.

Cette concentration du contentieux au niveau du tribunal de commerce de Bruxelles s'étend-elle à la compétence présidentielle relative aux actions en cessation visées à l'article 95 de la loi du 14 juillet 1991, précitée ? L'article 96, § 4, en projet de cette loi (article 2 de l'avant-projet) ne prévoit en effet l'existence d'une règle particulière de compétence territoriale qu'en ce qui concerne les actions tendant à la cessation d'un acte de contrefaçon d'une marque communautaire. Cette question devrait être clarifiée.

3. L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que les présidents des tribunaux de première instance et de commerce conserveront, sur la base de la compétence que leur confèrent respectivement l'article 584, alinéa 1^{er} et l'article 584, alinéa 2, du Code judiciaire, le pouvoir de statuer au provisoire dans la matière de la protection des droits intellectuels. Le cumul de deux magistratures présidentielles, l'une s'exprimant au provisoire, l'autre s'exprimant "comme en référé", c'est-à-dire au fond, restera dès lors possible.

4. Dans les intitulés des chapitres II à VIII, il y a lieu d'indiquer chaque fois la date des lois modifiées.

En outre, les intitulés des chapitres V et VIII doivent mentionner les intitulés exacts des lois modifiées, à savoir, respectivement, "loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur" et "loi du 10 août 1998 transposant en droit judiciaire belge la directive européenne du 11 mars 1996 concernant la protection juridique des bases de données".

Observations particulières

Dispositif

Article 1^{er}

Dès lors que la modification du contenu de l'article 96 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur et l'abrogation de l'article 19 de la loi du 2 août 2002 relative à la publicité trompeuse et à la publicité comparative, aux clauses abusives et aux contrats à distance en ce qui concerne les professions libérales ont pour effet de modifier la compétence, respectivement du président du tribunal de commerce et du président du tribunal de première instance siégeant en cessation, les articles 2 et 4 de l'avant-projet peuvent être considérés comme relevant de l'article 77 de la Constitution.

Article 5
(article 53 en projet de la loi du 28 mars 1984
sur les brevets d'invention)

Dans la phrase liminaire, il n'y a pas lieu de viser "cette même loi" mais "la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention".

Par contre, à l'article 9, il y a lieu d'écrire : "À l'article 73 de la même loi".

Article 6
(article 53bis en projet de la loi du 28 mars 1984
sur les brevets d'invention)

L'alinéa 3 en projet dispose que :

"Si des marchandises de contrefaçon ont été cédées par le contrefacteur à titre onéreux ou gratuit, le tribunal peut allouer une somme égale au prix ou à la valeur des objets cédés."

Selon le fonctionnaire délégué, cette mesure est cumulable avec la cession du bénéfice. Il appartiendra au juge de veiller à l'application d'une réparation intégrale et proportionnée à l'ampleur du préjudice encouru par la partie lésée.

Articles 6 et 8
(articles 53bis et 53quater en projet de la loi du 28 mars 1984
sur les brevets d'invention)

L'article 53bis en projet (revendication, destruction, mise hors d'usage) fait en partie double emploi avec l'article 53quater en projet (écartement des circuits commerciaux, destruction). En outre, les conditions prévues dans ces deux articles sont différentes.

Il y a lieu d'éviter ce double emploi.

Une observation analogue vaut pour l'ensemble de l'avant-projet.

Article 11

(article 14 en projet de la loi du 10 janvier 1990
concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs)

Dans la phrase liminaire, il n'y a pas lieu de viser "cette même loi" mais "la loi 10 janvier 1990 concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs".

Par contre, à l'article 15, il y a lieu d'écrire : "À l'article 16 de la même loi".

Article 16

(article 87, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet de la loi du 30 juin 1994
relative au droit d'auteur et aux droits voisins

L'exposé des motifs dispose que l'article 16 complète les dispositions qui, dans la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins, attribuent compétence (exclusive) au président du tribunal de première instance pour constater l'existence et ordonner la cessation de toute atteinte aux droits dont cette loi organise la protection. Dorénavant, cette compétence sera concurrente de celle du juge des cessations commerciales et des tribunaux de commerce et de première instance.

Selon le fonctionnaire délégué, l'article 87, § 1^{er}, en projet de la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins précitée

"... prévoit clairement que cette compétence exclusive [c'est-à-dire celle du président du tribunal de première instance] ne porte pas préjudice à la compétence (elle aussi exclusive) du président du tribunal de commerce statuant conformément à l'article 95 de la LPCC ni à celle (non exclusive) des tribunaux de commerce et de première instance".

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

Articles 17 à 20

Dans les phrases liminaires, il y a lieu d'écrire : "est inséré dans la même loi" et non "est inséré dans la même section".

Article 17

(article 87bis en projet de la loi du 30 juin 1994
relative au droit d'auteur et aux droits voisins)

L'article 87bis en projet commence par les mots : "Outre l'action en réparation visée à l'article 87".

Or, l'article 87 ne mentionne pas l'existence d'une action en réparation.

De l'accord du fonctionnaire délégué, les termes "visés à l'article 87" doivent être omis.

Article 18

(article 87ter en projet de la loi du 30 juin 1994
relative au droit d'auteur et aux droits voisins)

L'article 87ter en projet fait double emploi avec l'article 87, § 2, que l'avant-projet ne modifie pas, et qui prévoit

- d'une part, que la remise des objets contrefaits et planches, moules, matrices ou autres ustensiles ayant directement servi à commettre la contrefaçon qui seraient encore en possession du défendeur, pourra être ordonnée à valoir sur la réparation du demandeur;
- et d'autre part la condamnation du défendeur, en cas de mauvaise foi, à la confiscation des objets contrefaits et à celle des planches, moules, matrices ou autres ustensiles ayant directement servi à commettre la contrefaçon ou le cas échéant au paiement d'une somme égale au prix de ces objets ou autres biens déjà cédés.

Il convient de veiller à la cohérence de ces deux dispositions.

.../...

Article 21

(article 2, alinéa 1^{er}, en projet de la loi du 10 août 1998
transposant en droit judiciaire belge la directive européenne du 11 mars 1996
concernant la protection juridique des bases de données

Il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

Article 22

Cet article abroge notamment l'article 569, alinéa 1^{er}, 8°, du Code judiciaire qui donne compétence au tribunal de première instance pour connaître des demandes relatives à la radiation d'une marque collective.

Selon l'exposé des motifs, de telles demandes seront de la compétence exclusive du tribunal de commerce.

Cependant, aucune disposition de l'avant-projet n'attribue une telle compétence au tribunal de commerce.

De l'accord du fonctionnaire délégué, cette lacune doit être comblée.

Article 26

(article 627 en projet du Code judiciaire)

1. Le 5° en projet ne mentionne plus la protection des obtentions végétales qui figure dans le texte actuel.

Selon le fonctionnaire délégué :

"Un avant-projet de loi abrogeant la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales et remplaçant celle-ci par une nouvelle législation est en cours de préparation au sein de l'Office de la Propriété intellectuelle. Des dispositions concernant la compétence d'attribution en cette matière devront être précisées à cette occasion. Le présent avant-projet de loi sera modifié le cas échéant de manière à faire en sorte qu'une règle relative à la compétence territoriale en

matière de contrefaçon d'obtentions végétales soit maintenue dans le Code judiciaire."

Il convient cependant d'éviter de créer un vide législatif entre l'entrée en vigueur de l'avant-projet examiné et l'entrée en vigueur de l'avant-projet qui abrogera la loi du 20 mai 1975, précitée.

2. Les 12°, 13° et 17° en projet sont inutiles. En effet, le 14° en projet vise notamment les cas prévus à l'article 574, 13°, 14° et 15°. Or, ces cas sont les demandes visées à l'article 73 de la loi du 28 mars 1984 sur les brevets d'invention, à l'article 13 de la loi du 30 juin 1994 transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateurs et à l'article 16 de la loi du 10 janvier 1990 concernant la protection juridique des topographies de produits semi-conducteurs.

Le texte doit être adapté en conséquence.

3. Au 20°, le renvoi à l'article 16 de la loi uniforme Benelux en matière de dessins et modèles ne permet pas de déterminer quel juge établi au siège d'une cour d'appel est territorialement compétent.

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, c'est l'article 29 de la loi uniforme Benelux en matière de dessins et modèles qu'il y a lieu de viser.

Article 27

(article 633, alinéa 4 en projet du Code judiciaire)

Le deuxième tiret en projet dispose que sont seuls compétents pour connaître des demandes en saisie-contrefaçon formées en vertu des articles 1369*bis* à 1369*decies* du Code judiciaire, dans les matières autres que celles mentionnées au premier tiret, "les présidents des tribunaux de commerce établis au siège d'une cour d'appel".

Il convient de préciser quel président de tribunal de commerce établi au siège d'une cour d'appel sera territorialement compétent.

.../...

De l'accord du fonctionnaire délégué, le texte doit être complété.

Article 28

Afin de se conformer à l'article 76, alinéa 1^{er}, de la Constitution qui dispose qu'un projet de loi ne peut être adopté par une chambre qu'après avoir été voté article par article, il y a lieu de consacrer un article distinct à chaque modification projetée du Code judiciaire.

Article 1369ter, alinéa 2, en projet du Code judiciaire

Il y a lieu d'écrire, comme le mentionne l'exposé des motifs : " ... du certificat d'obtention végétale ou de la demande inscrite de certificat d'obtention végétale ... ".

Voorafgaande vormvereisten

In punt 2 van de notificatie van de vergadering van de Ministerraad van 28 maart 2003 staat te lezen :

"Le Conseil a pris acte du fait que les milieux intéressés seront consultés une nouvelle fois sur l'ensemble du texte de l'avant-projet, et notamment sur la question de la centralisation du contentieux de certains droits intellectuels auprès du Tribunal de commerce de Bruxelles."

Er wordt herinnerd aan het feit dat een voorontwerp slechts gereed is om door de afdeling Wetgeving van de Raad van State te worden onderzocht indien het definitief is, wat lijkt te worden tegengesproken door de voormelde passage van het besluit van de Ministerraad.

Het voorontwerp wordt onderzocht onder voorbehoud van die opmerking.

Rechtsgrond

Algemene opmerkingen

1. Door de wijziging van de huidige lezing van artikel 96 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, maakt het voorontwerp het voortaan mogelijk om in geval van schending van onverschillig welk wettelijk beschermd intellectueel recht een vordering tot staking bedoeld in artikel 95 van diezelfde wet in te stellen bij de voorzitter van de rechtbank van koophandel.

Ondanks die fundamentele aanpassing handhaaft het voorontwerp artikel 52, § 4, eerste lid, 1, van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien, alsmede artikel 13, eerste lid, 1, van de wet van 10 januari 1990 betreffende de rechtsbescherming van topografieën van halfgeleiderproducten, op basis waarvan de rechtbank (voortaan de rechtbank van koophandel te Brussel) ten aanzien van iedere

.../...

overtreder op vordering van de benadeelde partij het ophouden van de overtreding kan uitspreken ⁽²⁾.

Zo ook handhaaft het voorontwerp in artikel 87, § 1, van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten en in artikel 2 van de wet van 10 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch gerechtelijk recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken, de mogelijkheid voor de houder van dat recht om in rechte op te treden vóór de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg teneinde het bestaan vast te stellen en de staking te bevelen van iedere overtreding van de rechten waarvan die wetten de bescherming regelen. Voortaan zal die (exclusieve) bevoegdheid concurreren met de (al even exclusieve) bevoegdheid van de rechter bevoegd inzake vorderingen tot staking in handelszaken.

Vastgesteld moet worden dat cumulatie van vorderingen tot staking teneinde de bescherming van eenzelfde intellectueel recht te verkrijgen, noodzakelijk tot rechtsonzekerheid zal leiden. Bovendien valt niet uit te sluiten dat voorzitters van de onderscheiden rechtbanken beslissingen wijzen die contradictorisch zijn, in zoverre de mogelijkheid bestaat dat de mechanismen voor de regeling van de aanhangigheid of van de verknochtheid niet van toepassing zijn. De artikelen 565 en 566 van het Gerechtelijk Wetboek voorzien immers niet in de mogelijkheid van een concurrerende uitoefening van exclusieve bevoegdheden door voorzitters.

Het staat aan de steller van het voorontwerp om te oordelen of de cumulatie van vorderingen tot staking behouden moet blijven. Indien het antwoord daarop bevestigend is, moet in ieder geval duidelijk worden bepaald hoe een eventuele situatie van aanhangigheid of van verknochtheid moet worden geregeld.

2. De artikelen 9 (ontworpen artikel 73 van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien), 10 (ontworpen artikel 13 van de wet van 30 juni 1994 houdende

⁽²⁾ Zie eveneens het ontworpen artikel 2 van de wet van 10 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch gerechtelijk recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken.

omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's) en 15 (ontworpen artikel 16 van de wet van 10 januari 1990 betreffende de rechtsbescherming van topografieën van halfgeleiderproducten) bepalen dat de rechtbank van koophandel te Brussel kennis neemt van alle vorderingen betreffende de toepassing van die wetten, ongeacht het bedrag van de vordering, ook al hebben de partijen niet de hoedanigheid van handelaar.

Geldt de concentratie van de rechtsmacht, met betrekking tot zulke geschillen, bij de rechtbank van koophandel te Brussel ook wat betreft de bevoegdheid van de voorzitter inzake vorderingen tot staking bedoeld in artikel 95 van de voornoemde wet van 14 juli 1991 ? Het ontworpen artikel 96, § 4, van die wet (artikel 2 van het voorontwerp) voorziet immers alleen met betrekking tot vorderingen tot staking van een "inbreuk op een gemeenschapsmerk" in een bijzondere regel van bevoegdheid *ratione loci*. Dat probleem moet worden opgelost.

3. De steller van het voorontwerp wordt gewezen op het feit dat de voorzitters van de rechtbanken van eerste aanleg en van de rechtbanken van koophandel, op basis van de bevoegdheid die hen respectievelijk wordt toegekend bij artikel 584, eerste lid, en bij artikel 584, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zullen kunnen blijven bij voorraad uitspraak doen in aangelegenheden betreffende de bescherming van intellectuele rechten. De cumulatie van twee regelingen die de rechtsmacht in de persoon van de voorzitter concentreren, waarbij in de ene regeling bij voorraad uitspraak wordt gedaan, en in de andere "zoals in kort geding", dat wil zeggen over de grond van de zaak, zal derhalve mogelijk blijven.

4. In de opschriften van de hoofdstukken II tot VIII moet telkens de datum van de gewijzigde wetten worden aangegeven.

Bovendien moeten in de opschriften van de hoofdstukken V en VIII de exacte opschriften van de gewijzigde wetten worden opgegeven, te weten respectievelijk "wet van 30 juni 1994 houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's" en "wet van

.../...

10 augustus 1998 houdende omzetting in Belgisch gerechtelijk recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende de rechtsbescherming van databanken".

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

De artikelen 2 en 4 van het voorontwerp kunnen aldus worden aangezien dat ze ressorteren onder artikel 77 van de Grondwet, daar de wijziging van de inhoud van artikel 96 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument en de opheffing van artikel 19 van de wet van 2 augustus 2002 betreffende de misleidende en vergelijkende reclame, de onrechtmatige bedingen en de op afstand gesloten overeenkomsten inzake de vrije beroepen tot gevolg hebben dat de bevoegdheid van respectievelijk de voorzitter van de rechtbank van koophandel en die van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zitting houdend in vorderingen tot staking, gewijzigd wordt.

Artikel 5

(ontworpen artikel 53 van
de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien)

In de inleidende zin behoort niet te worden verwezen naar "dezelfde wet", maar naar "de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien".

In artikel 9 daarentegen schrijve men "In artikel 73 van dezelfde wet".

Artikel 6

(ontworpen artikel 53bis van
de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien)

In het ontworpen derde lid staat te lezen :

"Indien de goederen van de namaak door de namaker werden overgedragen onder bezwarende titel of gratis, kan de rechtbank een bedrag toewijzen gelijk aan de prijs of de waarde van de reeds overgedragen goederen."

Volgens de gemachtigde ambtenaar kan die maatregel worden gecumuleerd met de overdracht van de winst. Het komt aan de rechter toe om erop toe te zien dat de volledige schadeloosstelling wordt toegepast, in verhouding tot de omvang van het nadeel opgelopen door de benadeelde partij.

Artikelen 6 en 8
(ontworpen artikelen 53bis en 53quater van
de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien)

Het ontworpen artikel 53bis (opeising, vernietiging, buitengebruikstelling) overlapt gedeeltelijk het ontworpen artikel 53quater (uit het handelsverkeer nemen, vernietiging). Bovendien zijn de voorwaarden gesteld in die twee artikelen verschillend.

Die overlapping moet worden weggewerkt.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het voorontwerp in zijn geheel.

Artikel 11
(ontworpen artikel 14 van de wet van 10 januari 1990 betreffende de
rechtsbescherming van topografieën van halfgeleiderproducten)

In de inleidende zin behoort niet te worden verwezen naar "dezelfde wet", maar naar "de wet van 10 januari 1990 betreffende de rechtsbescherming van topografieën van halfgeleiderproducten".

In artikel 15 daarentegen schrijve men "In artikel 16 van dezelfde wet".

Artikel 16
(ontworpen artikel 87, § 1, eerste lid, van de wet van 30 juni 1994
betreffende het auteursrecht en de naburige rechten)

In de memorie van toelichting staat te lezen dat artikel 16 de bepalingen aanvult die in de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten (exclusieve) bevoegdheid verlenen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg om het bestaan vast te stellen en de staking te bevelen van elke overtreding van de rechten waarvan die wet de bescherming regelt. Voortaan zal die bevoegdheid concurreren met die van de rechter bevoegd inzake vorderingen tot staking in handelszaken, en van de rechtbanken van koophandel en die van eerste aanleg.

In verband met het ontworpen artikel 87, § 1, van de voornoemde wet betreffende het auteursrecht en de naburige rechten heeft de gemachtigde ambtenaar verklaard :

"...(cet article) prévoit clairement que cette compétence exclusive [c'est-à-dire celle du président du tribunal de première instance] ne porte pas préjudice à la compétence (elle aussi exclusive) du président du tribunal de commerce statuant conformément à l'article 95 de la LPCC ni à celle (non exclusive) des tribunaux de commerce et de première instance".

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1.

Artikelen 17 tot 20

In de inleidende zinnen schrijve men "In dezelfde wet" in plaats van "In dezelfde sectie".

Artikel 17

(ontworpen artikel 87bis van de wet van 30 juni 1994
betreffende het auteursrecht en de naburige rechten)

Het ontworpen artikel 87bis vangt aan met de woorden "Naast de vordering tot herstel bedoeld in artikel 87".

In artikel 87 is er evenwel geen sprake van een vordering tot herstel.

.../...

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de verwijzing naar artikel 87 moet vervallen.

Artikel 18

(ontworpen artikel 87ter van de wet van 30 juni 1994
betreffende het auteursrecht en de naburige rechten)

Het ontworpen artikel 87ter overlapt artikel 87, § 2, dat door het voorontwerp niet wordt gewijzigd en dat voorschrijft :

- enerzijds dat de overhandiging van de nagemaakte voorwerpen en platen, vormen, matrijzen of andere gereedschappen die rechtstreeks gediend hebben tot het plegen van de namaking en die nog in het bezit van de verweerder zijn, kan worden bevolen in mindering van de aan de eiser verschuldigde schadevergoeding;
- en anderzijds dat de verweerder die te kwader trouw is, wordt veroordeeld tot verbeurdverklaring van de nagemaakte voorwerpen en van de platen, vormen, matrijzen of andere gereedschappen die rechtstreeks gediend hebben tot het plegen van de namaking of, in voorkomend geval, tot de betaling van een som gelijk aan de prijs van deze voorwerpen of andere reeds overgedragen goederen.

De coherentie van die twee bepalingen moet worden bewerkstelligd.

Artikel 21

(ontworpen artikel 2, eerste lid, van de wet van 10 augustus 1998 houdende omzetting
in Belgisch gerechtelijk recht van de Europese richtlijn van 11 maart 1996 betreffende
de rechtsbescherming van databanken)

Er wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1.

Artikel 22

.../...

Dit artikel heft bepaaldelijk artikel 569, eerste lid, 8°, van het Gerechtelijk Wetboek op, dat de rechtbank van eerste aanleg bevoegd verklaart om kennis te nemen van vorderingen betreffende de doorhaling van een gemeenschappelijk merk.

Volgens de memorie van toelichting behoren zulke vorderingen en tot de exclusieve bevoegdheid van de rechtbank van koophandel.

Geen enkele bepaling in het voorontwerp verleent echter een zodanige bevoegdheid aan de rechtbank van koophandel.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat die lacune moet worden opgevuld.

Artikel 26

(ontworpen artikel 627 van het Gerechtelijk Wetboek)

1. Het ontworpen onderdeel 5° maakt geen melding meer van de bescherming van kweekproducten, die in de huidige tekst voorkomt.

De gemachtigde ambtenaar heeft daarover het volgende gesteld :

"Un avant-projet de loi abrogeant la loi du 20 mai 1975 sur la protection des obtentions végétales et remplaçant celle-ci par une nouvelle législation est en cours de préparation au sein de l'Office de la Propriété intellectuelle. Des dispositions concernant la compétence d'attribution en cette matière devront être précisées à cette occasion. Le présent avant-projet de loi sera modifié le cas échéant de manière à faire en sorte qu'une règle relative à la compétence territoriale en matière de contrefaçon d'obtentions végétales soit maintenue dans le Code judiciaire."

Er moet evenwel voorkomen worden dat een vacuüm in de regelgeving zou ontstaan tussen de datum van inwerkingtreding van het onderzochte voorontwerp en die van het voorontwerp waarbij de voornoemde wet van 20 mei 1975 zal worden opgeheven.

2. De ontworpen onderdelen 12°, 13° en 17° zijn overbodig. Het ontworpen onderdeel 14° beoogt immers onder meer de gevallen bedoeld in artikel 574, 13°, 14° en 15°. Die gevallen betreffen echter de vorderingen bedoeld in artikel 73 van de wet van 28 maart 1984 op de uitvindingsoctrooien, in artikel 13 van de wet van 30 juni 1994

houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's, en in artikel 16 van de wet van 10 januari 1990 betreffende de rechtsbescherming van topografieën van halfgeleiderproducten.

De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

3. Op basis van de verwijzing, in onderdeel 20°, naar artikel 16 van de eenvormige Beneluxwet inzake tekeningen of modellen kan niet worden bepaald welke rechter gevestigd op de zetel van een hof van beroep ratione loci bevoegd is.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat verwezen moet worden naar artikel 29 van de eenvormige Beneluxwet inzake tekeningen of modellen.

Artikel 27

(ontworpen artikel 633, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek)

Het ontworpen tweede streepje bepaalt dat alleen "de voorzitters van de rechtbanken van koophandel gevestigd binnen de zetel van een hof van beroep" bevoegd zijn om kennis te nemen van vorderingen in namaakbeslag ingesteld krachtens de artikelen 1369*bis* tot 1369*decies* van het Gerechtelijk Wetboek, in andere aangelegenheden dan die vermeld in het eerste streepje.

Gepreciseerd moet worden welke voorzitter van een rechtbank van koophandel gevestigd binnen het rechtsgebied van een hof van beroep ratione loci bevoegd is.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de tekst moet worden aangevuld.

Artikel 28

.../...

Overeenkomstig artikel 76, eerste lid, van de Grondwet, dat bepaalt dat een ontwerp van wet door een Kamer eerst kan worden aangenomen nadat daarover artikelsgewijs is gestemd, moet iedere voorgenomen wijziging van het Gerechtelijk Wetboek in een afzonderlijk artikel worden opgenomen.

Ontworpen artikel 1369ter, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek

Zoals wordt aangegeven in de memorie van toelichting, schrijve men "..., van het kwekerscertificaat of van de ingeschreven aanvraag van kwekerscertificaat, ...".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'État,
staatsraden,

Monsieur
de Heer

J. van COMPERNOLLE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE,
auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. A. LEFEBVRE, auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS